



## **Chronique àMER #1**

**COMMEMORATION – 09 février 2021**

Il y a un an, le 09 février 2020, Alarm Phone a reçu un appel de 91 personnes en détresse au large de Garabulli, en Libye. Paniquées, car leur bateau pneumatique était en train de se dégonfler. Elles sont néanmoins parvenues à communiquer clairement leurs coordonnées GPS qu'Alarm Phone a immédiatement relayées aux autorités italiennes et maltaises, ainsi qu'aux soit-disant garde-côtes libyens. Aucune des autorités informées n'a lancé d'opération de secours ni mené de recherches pour savoir ce qui s'est passé ce jour-là.

Pour ne pas oublier les naufrages en mer Méditerranée, et mener des actions contre les politiques meurtrières de l'Europe, des journées de CommemorAction sont organisées chaque année par des proches des disparu.e.s.

Dans ce premier épisode, Chroniques à MER revient sur la CommemorAction du 09 février 2021, organisée par une soixantaines de proches de personnes disparues ce jour-là qui se démènent pour obtenir des réponses : pourquoi les autorités n'ont pas porté secours au bateau en détresse alors qu'elles avaient été alertées ? pourquoi refusent-elles aujourd'hui encore de donner des informations sur ce qui s'est passé ce jour-là ?

Ce premier épisode est aussi l'occasion de présenter le réseau Alarm Phone et de comprendre les responsabilités des états européens en Méditerranée.

Chroniques àMER, c'est une chronique radio mensuelle en français, qui sort la deuxième semaine de chaque mois.

Chroniques àMER c'est une chronique réalisée par des membres du réseau Alarm Phone, une hotline auto-gérée par des activistes 7/7- 24/24 depuis 2015, pour soutenir les appels des personnes qui sont en détresse sur la frontière méditerranéenne, exiger leurs sauvetages et leurs débarquements dans des ports sûrs.

Chroniques àMER, c'est une chronique d'actualité et d'analyse des frontières et de leurs conséquences, pour raconter ce qui se passe en mer Méditerranée depuis le point de vue de notre travail dans le réseau Alarm Phone.

Chroniques àMER, c'est une chronique courte – entre 15 et 20 minutes. Elle est diffusable sur des radios associatives et libres. Elle est aussi disponible sur le site de Jet FM (Nantes) et de Radio Galère (Marseille).

Parce que des milliers de gens traversent la Méditerranée ;

Parce que la mer Méditerranée est une frontière ;

Parce que les frontières perpétuent le racisme et le colonialisme ;

Parce que le racisme et le colonialisme tuent ;

Parce qu'en 2020, 1760 pers sont mortes en traversant – 147 personnes par mois, 34 par semaines près de 5 personnes par jour – et bien bien plus dont on ne sait rien ;

Parce que des histoires existent derrière les chiffres ;

Parce que ces histoires doivent être racontées ;

Parce qu'on ne veut pas oublier ;

Parce qu'on veut continuer à lutter ;

Parce qu'on ne veut pas s'habituer ;

Parce qu'on savait ...

Toutes les personnes de Chronique à Mer sont membres de uréseau Alarm Phone. Alarm Phone se présente comme une Legal team de la mer. Lorsque des personnes sont en détresse en mer, elles peuvent appeler Alarm Phone et ielles travaillent ensemble jusqu'à ce qu'elles soient secourues conformément au droit maritime et surtout soient débarquées dans un port sûr, c'est à dire dans un endroit où elles seront en sécurité.

Le fait d'appeler Alarm Phone, c'est une question de communauté, d'information et de pratique. Par exemple, si nous sommes en lien avec de nombreuses personnes subsahariennes qui traversent depuis la Lybie vers Malte ou l'Italie, nous sommes très peu sollicitées par des lybiens ou des libyennes qui font le même trajet, mais s'organisent avec d'autres ressources et fonctionnent avec d'autres réseaux. Ce qui fait que nous avons à la fois un aperçu assez complexe et vaste de la frontière méditerranéenne et néanmoins très partiel.

Nous tenons une permanence téléphonique 24h/24h, 7j/7j depuis 6 ans, et nous partageons un calendrier, des outils, des savoirs, un réseau, des rencontres, une langue commune, pleins de langues commune mais notamment l'anglais d'Alarme Phone qui est pleins d'acronymes techniques, et une conviction très simple : « les frontières servent des politiques racistes et coloniales, menées par les états européens en Afrique et au Moyen Orient depuis des siècles. Ainsi nous sommes pour l'abolition des visas, pour la liberté de circuler et de s'installer de chacun et de chacune, contre l'externalisation des frontières de l'Europe, pour leur destruction pure et simple. Nous sommes environ 200 activistes, réparti dans une quinzaine de pays, au nord et au sud de la méditerranée, certain-es d'entre nous vivent à la campagne, et d'autres dans des grandes mégapoles, certain-es sont blancs, d'autres pas, certain-es ont des papiers européens, certains ont traversé la méditerranée, certains voudraient, d'autres pas du tout, certain-es sont queer, d'autres hétérosexuels, certains ont des enfants, certain-es ont moins de trente ans, d'autres plus de soixante, certaine-es travaillent pour gagner leur vie, d'autres sont activistes professionnels, certain-es détestent les smartphones, mais toustes ont appris à en utiliser un pour Alarm Phone. Certain-es vivent près de la mer d'autres loin dans les terres. Certains s'inscrivent dans le calendrier longtemps à l'avance, d'autres se décident à la dernière minute, certain-es parlent arabe, d'autres turc, d'autres italien, français, allemand, grecque, certain-es sont là depuis 6 ans, d'autres arrivent tout juste, certain-es beaucoup de choses et d'autres plus encore...

Concrètement, participer à l'Alarm Phone, c'est appeler des gardes côtes, pour soutenir les appels de détresse des bateaux, parce qu'en fait, trop souvent, il faut beaucoup, beaucoup, beaucoup insister, pour que des secours soient engagés, et puis faire pression par des tweets. Des recherches, des articles. Participer à l'Alarm Phone c'est aussi faire du support technique, expliquer aux gens comment envoyer leur position GPS depuis des téléphones satellites, comment se comporter quand les secours arrivent, comment redémarrer un moteur, comment soutenir une femme qui accouche, etc...

Participer à l'Alarm Phone c'est aussi documenter, les pratiques illégales de

refoulement, les violences, la non-assistance des autorités dites compétentes en matière de sauvetage, les naufrages, les bateaux perdus, les conséquences meurtrières des frontières extérieures de l'Europe, et bien sûre, c'est répondre à des proches, des ami-es, des frangines, des cousins, des parents, qui cherchent une des leurs, parti-es tel jour, depuis telle plage, de tel pays et dont personne n'a de nouvelles depuis.

Alarm Phone c'est aussi rencontrer beaucoup de gens, des gens qui ont été confrontés à un naufrage et s'organisent, se défendent, cherchent des informations pour savoir ce qu'il s'est passé réellement pour telle ou telle embarcation, des gens qui racontent se qu'il se passe aujourd'hui en méditerranée,

et on organise des évènements ensemble, c'est ce qu'on appelle les commémorations. Avec des familles, avec des proches, avec des activistes qui ont choisi des dates, chaque année différents pour organiser des actions, parce que les traversées de la Turquie à la Grèce n'ont rien à voir avec les traversées de la Libye vers Malte, de la Tunisie vers l'Italie, du Maroc vers l'Espagne, du Sahara occidental vers les Canaries, et parce qu'il ya des naufrages tous les jours... L'année dernière on commémorait le 6 février 2014, date à laquelle 200 personnes ont tenté de rentrer dans la ville de Ceuta, une enclave espagnole sur le territoire Marocain, par la plage de Tarajel (Playa El Tarajal). La guardia civile espagnole a tiré, 15 personnes ont été tuées, des dizaines d'autres ont disparu, d'autres encore sont mortes du refoulement sur le territoire marocain.

Cette année, on commémore le naufrage du 9 février 2020. Cette année la commémoration est organisée par une soixantaine de proches de personnes disparues ce jour là qui se démènent pour obtenir des réponses, pourquoi les autorités n'ont pas porté secours au bateau en détresse alors qu'elles avaient été alertées. Pourquoi refusent elles aujourd'hui encore de donner des informations sur ce qu'il s'est passé ce jour là. Pour les soutenir, SeaWatch et Alarm Phone réunissent 91 personnes à Berlin pour rendre visible, concret, dans l'espace public le corps des 91 personnes du naufrage du 9 février dernier. Pour les soutenir, on placarde les murs de nos villes, on en parle à la radio, dans cette chronique par exemple. Et aujourd'hui, au Darfour, à Tripoly en Lybie, à Tunis en Tunisie, à Rome, à Palerme, à Milan en Italie, à Marseille, à Toulon, à Paris, à Strasbourg, à Athènes en Grèce, à Brighton, à Londres en Angleterre, à Berlin, à Hambourg,, à Leipzig, à Cologne, à Frankfurt en Allemagne, à Zurich en Suisse, à Amsterdam aux Pays-Bas, très certainement ailleurs encore, on se souviendra du 9 février 2020 comme d'un crime politique, économique, diplomatique et raciste, commis par les états Européens en toute connaissance de cause, et on se reconnaîtra entre personnes blessées, émues, en lutte contre les frontières...

Le dimanche 9 F2VRIER 2020, Alarm Phone reçoit un appel de détresse d'un bateau pneumatique noir avec 91 personnes à bord, le bateau a quitté Garabulli en Libye

cette même nuit. A 4h 09mn, Alarm Phone signale le cas de détresse aux gardes côtes libyens. A 4h 24mn, Alarm Phone transmet l'information aux autorités maltaises et italiennes, ces dernières refusent de confirmer une opération de sauvetage... A 5h35, Alarm Phone parle une nouvelle fois aux personnes sur l'embarcation en détresse... c'est le dernier coup de fil... la situation à bord est très grave, les gens paniquent, leur moteur ne fonctionne plus, de l'eau entre dans le bateau et certaines personnes sont déjà passées par dessus bord... leur position GPS à ce moment là est 33° et 9mn nord, 13° et 49 mn est. Après cet appel, le contact avec le bateau est perdu et ne sera jamais rétabli..

9 février 2020: 9h 33mn. Après de vaines et multiples tentatives de joindre les soit disants garde-côtes libyens, nous avons enfin pu parler à un responsable.. la Libye n'a pas encore engagé d'opérations de secours parce que, nous entendions au téléphone: les centres de détention sont pleins.

Le lundi 10 février Alarm Phone appelle les garde-côtes maltais pour avoir plus d'informations : l'officier au bout du fil révèle qu'à 10h 30 mn ce même matin, un avion de Frontex a localisé un bateau pneumatique dégonflé. Position GPS : 33° et 9mn nord, 13° et 49 mn est, la dernière position donnée par le bateau à l'Alarm Phone.

Depuis , les 91 personnes sont portées disparues, tous les centres de coordination de sauvetage ont été alertés, aucun n'a mené des recherches sérieuses. Ils auraient du s'assurer que les personnes en détresse étaient recherchées et secourues. Quelque soit la localisation du bateau, selon le droit maritime, en cas de naufrage, il incombe à ces centre de coordination de sauvetage, de rechercher les corps, de les identifier et d'engager des procédures pour rétablir les responsabilités en cas de non assistance.

9 février 2020, 9h 47 mn : nous n'avons toujours pas réussi à rétablir un contact avec le bateau en détresse au large des côtes libyennes. Les autorités en Europe et en Libye ne semblent pas mener de recherches actives pour secourir les 91 personnes. Les laisseraient elles se noyer ?

Depuis le 9 février 2020, les familles et les ami-es des 91 personnes qui se trouvaient à bord du bateau pneumatique, contactent Alarm Phone presque chaque semaine pour demander des nouvelles de leur-es proches.

10 février 2020, 5h 51mn. Nous ne savons toujours pas ce qu'il est arrivé aux 91 personnes en détresse qui ont appelé Alarm Phone hier. Ont elles été secourues ? Interceptées ? Ont elles perdu la vie ? Nous espérons que tout va pour le mieux, et

nous avons perdu contact avec elles depuis 36 heures et depuis, nous n'arrivons plus à les joindre.

Depuis le 9 février 2020, Alarm Phone ainsi que les ami-es et les familles des 91 personnes qui se trouvaient à bord du bateau pneumatique, ont également contacté les autorités maltaises et italiennes ainsi que des organisations internationales pour exiger des réponses sur ce qui leur est arrivé ce jour là. Depuis le 9 février 2020, la seule réponse obtenue a été le silence.

19 mars 2020, 9h 6mn : nous sommes solidaires des ami-es et des familles des 91 personnes disparues. Nous continueront d'être à leur côté pour faire reconnaître aux autorités leur responsabilité dans ces crimes. Nous continueront de lutter contre les politiques racistes, qui considèrent que certaines vies ne méritent ni deuil, ni respect.

Malheureusement, ce qui est arrivé le 9 février 2020 n'est ni un cas isolé, ni une histoire qui appartient au passé. Aujourd'hui encore, des personnes meurent au quotidien dans la méditerranée. La vie de toutes ces personnes qui partent avec l'espoir d'un futur meilleur et entre les mains de politiques européennes.

Si la loi maritime dit que chaque personne en détresse en mer doit être secourue et emmenée dans un port sûr, en pratique les états européens mettent en place des instruments visant à empêcher ces personnes d'arriver sur leur territoire, quitte à les tuer.

La mer et les océans sont divisés en zone de recherche et de secours : les zones SAR, (Search And Rescue zone en anglais). Qu'est ce que c'est que ces zones SAR ? On peut se les représenter comme des traits dans la mer, des frontières dans l'eau.. qui sont tirées à la règle et qui définissent des zones. C'est la convention SAR qui délimite ces zones dans les mers et les océans, et les placent sous la responsabilité d'un état. Chaque état signataire de cette convention, ensuite déclaré et devenu compétent sur une zone SAR, est responsable du secours et de la recherche dans ces zones, qui doivent mettre en place un ou plusieurs centres de secours, qu'on appelle les MRCC, Maritime Coordination Center, donc ces centres reçoivent l'ensemble des niveaux de détresse, émis dans sa zone, les appels à des navires également qui repèrent des personnes en détresse. Ils doivent ensuite mettre en place les moyens financiers et humains pour rendre possibles les secours et les recherches en cas de naufrage. Donc à l'intérieur de ces zones, les états sont responsables de la coordination et de la tenue des sauvetages en mer.

En méditerranée centrale, on va avoir la zone SAR italienne, maltaise, une zone SAR tunisienne, qui est assez restreinte, et, depuis 2017, une zone SAR Libyenne. Cette zone a été créé comme un instrument de contrôle des frontières, et non pas comme un

instrument de secours. C'est un instrument meurtrier, financé par l'Union Européenne, à hauteur de 8 Millions d'euros.

Avant 2017, dès qu'un bateau avait dépassé les eaux territoriales libyennes, soit une vingtaine de km après la côte, les autorités italiennes et maltaises, devenaient responsables de les secourir. Il faut maintenant parcourir 200 km pour avoir une chance d'être secouru-e par les autorités européenne. Malheureusement, comme dans le cas du 9 février 2020, beaucoup de bateaux se retrouvent en détresse alors qu'ils sont encore dans la zone SAR libyenne.

Les autorités italiennes et maltaises se déresponsabilisent alors du sauvetage de ces personnes. Dans ce cas, nous, en tant qu'Alarm Phone, nous alertons les gardes côtes italiens, ou maltais, quand ils décrochent le téléphone, qui est de plus en plus rare, les gardes nous répondent invariablement : il faut que vous contactiez les autorités compétentes, ils entendent donc par là les autorités libyennes. Evidemment, cela est très problématique pour plusieurs raisons : d'abord, parce que les soit disant gardes côtes libyens ne répondent quasiment jamais aux appels de détresse, laissant les personnes mourir dans l'indifférence totale. En plus ces soit disant gardes côtes ont été reconnus pour la plupart faisant partie de milices armées, les attaques armées sur les bateaux en détresse sont monnaie courante. Quand un bateau est secouru, les personnes qui ont fui ce pays, en proie à une guerre civile, se retrouvent en prison dans les conditions qu'on connaît, où ils subissent entre autre des tortures.

La Libye n'offre aucun port sûr, et les soit disant gardes côtes libyens, formés et financés par l'Europe, sont inadaptés à leur mission, missions de sauvetage qu'ils doivent soit disant mener. En 2020, Alarm Phone a signé une lettre ouverte demandant à l'OIM (Organisation Internationale pour les Migrations), de révoquer la zone SAR libyenne. Tant qu'elle existera, des centaines d'hommes et de femmes continueront de mourir sous nos yeux en toute légalité.

91 personnes ont disparu le 9 février 2020, 91 personnes auxquelles nous avons voulu rendre hommage, en disant leur nom, et nous ne connaissons pas le nom de 29 d'entre elles, à la place, nous leur avons prêté une chose, qui les rendait spéciales aux yeux de leurs proches, nous pensons à elles et eux, avec tristesse et rage...

Chroniques àMer, c'est fini pour aujourd'hui, vous pouvez retrouver cette chronique dans le site d'Alarm Phone et sur les sites des radios associatives Jet FM et radio Galère, et vous pouvez aussi la partager avec vos proches et la diffuser à l'infini.

Pour en savoir plus sur AlarmPhone et les traversées de la frontière méditerranéenne, vous pouvez aussi consulter le site WatchTheMed ou celui d'Alarm Phone.

D'ici là portez vous bien, main sur le cœur et poing levé.

Cette émission a été retranscrite par Le Kiosk. ([infolekiosk@protonmail.com](mailto:infolekiosk@protonmail.com))  
05700 Le Conte

Pour écouter tous les épisodes de « Chroniques à Mer »:

<http://jetfm.fr/site/-Chroniques-a-MER-.html>